



37392
Distr.
LIMITEE

E/CN.14/662
E/CN.14/TRANS/132
14 décembre 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RAPPORT SUR L'ETAT ACTUEL
DU RESEAU ROUTIER TRANSAFRICAIN

1. Il y a actuellement cinq projets en cours sur le continent concernant le réseau routier transafricain à savoir :

- i) La route transsaharienne : Alger-Gao-Arlit;
- ii) Route transafricaine : Mombasa-Lagos;
- iii) Route transsahélienne : Dakar-Ndjamena;
- iv) Route transcoûtière : Lagos-Nouakchott;
- v) Route trans-est africaine : Le Caire-Gaborone.

2. On compte que les projets concernant les routes susmentionnées ainsi que leurs voies de raccordement stimuleront les activités économiques de la région, qu'ils assureront des liaisons internationales peu onéreuses, aideront à l'expansion du commerce intra-africain, encourageront le tourisme, créeront des emplois et des revenus non seulement au moment de leur construction et au cours des travaux d'entretien mais aussi grâce aux activités secondaires résultant de leur construction, et qu'ils amélioreront les relations et la coopération économique entre les pays intéressés.

3. Ces cinq projets de routes qui intéressent 40 pays africains constituent un réseau assurant la couverture d'une grande partie du continent. Les principales routes transafricaines ont une longueur totale de 27 698 kilomètres tandis que la longueur totale des voies de raccordement est de 47 341 kilomètres.

4. Des comités intergouvernementaux de coordination ont été créés pour les cinq projets de routes transafricaines dont l'état d'avancement des travaux diffère sensiblement. Les comités ont pour tâche de planifier et de coordonner non seulement les différentes étapes de la construction des routes internationales présentant un intérêt pour les pays intéressés mais aussi les études et les mesures nécessaires à leur utilisation rationnelle.

5. Le Bureau des routes transafricaines créé au sein de la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA fait office de secrétariat pour les divers comités de coordination, assure l'organisation et le service des réunions et effectue les diverses études nécessaires.

6. Aux cinq routes transafricaines on pourrait ajouter trois routes de raccordement transafricaines afin d'obtenir un réseau qui couvrirait l'ensemble de l'Afrique. Il s'agit des routes de raccordement reliant :

- i) Ndjamena à Massawa (prolongement de la route Dakar-Ndjamena);
- ii) Le Caire à Rabat et Nouakchott (le long des côtes méditerranéenne et atlantique);
- iii) Tripoli à Ndjamena et Kinshasa.

Route transsaharienne

7. C'est en 1962 que le projet de la Commission économique pour l'Afrique concernant la route transsaharienne a vu le jour. Le Comité de la route transsaharienne créé en 1974 et composé des représentants de l'Algérie, du Mali, du Niger et de la Tunisie est actuellement chargé des études concernant la route, de sa construction ainsi que de la recherche des moyens financiers nécessaires. Le Nigéria a récemment été admis en tant que membre du Comité.

8. La longueur totale de la route transsaharienne est d'environ 2 900 kilomètres répartis comme suit : 1 858 km en Algérie, 685 au Mali et 357 au Niger.

9. L'étude de faisabilité préliminaire sur la route transsaharienne (nord-sud) a été réalisée sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

10. C'est un groupement international d'entreprises qui procède aux études techniques de la route transsaharienne financées par le PNUD.

11. La construction de la section algérienne de la route transsaharienne a débuté en septembre 1971 et se poursuit d'une façon satisfaisante.

Route Mombasa-Lagos

12. Le projet relatif à la route transafricaine Mombasa-Lagos a vu le jour au cours de la première session de la Conférence des ministres qui s'est tenue à Tunis en février 1971, lorsque la Commission a prié le Secrétaire exécutif, dans sa résolution 226(X) : a) d'aider à la création d'un comité de la route transafricaine et b) de prendre les mesures appropriées afin d'inviter les participants éventuels à envisager les voies et moyens permettant de mobiliser les ressources financières et techniques et d'obtenir l'assistance internationale nécessaire à cette fin.

13. En juin 1971, la première réunion du Comité de coordination de la route transafricaine s'est tenue à Addis-Abéba. Le Comité a été créé en tant qu'organe permanent chargé de favoriser l'exécution de cet important projet et le 1er juillet 1971 un Bureau des routes transafricaines était créé à Addis-Abéba, dont la fonction était d'assurer les services de secrétariat du Comité.

14. A la suite des diverses réunions qui se sont tenues, auxquelles participaient le Bureau des routes transafricaines et des représentants des pays industrialisés, une assistance a été obtenue en ce qui concerne les études ci-après qui sont achevées ou sur le point de l'être :

- i) Etude de préfaisabilité relative à la route transafricaine Mombasa-Lagos dans son ensemble, financée par la Grande Bretagne;
- ii) Etude des obstacles juridiques et administratifs aux déplacements et au commerce sur la route Mombasa-Lagos, financée conjointement par les gouvernements français et britannique;

- iii) Etude de faisabilité concernant le tronçon Kisangani-Bangassou (720 km) au Zaïre, financée par le Gouvernement japonais (achevée), et l'étude de faisabilité concernant le tronçon Kisangani-Kasindi (813 km) également situé au Zaïre, financée par le Gouvernement belge (sera achevée avant février 1976);
- iv) Etude de faisabilité concernant le tronçon Bossembele-Garoua Boulai (445 km) en République centrafricaine, financée par le Gouvernement français (achevée);
- v) Etudes de faisabilité concernant les tronçons Foumban-Tibati (326 km) et Tibati-Meidougou (238 km) en République-Unie du Cameroun financées respectivement par les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et italien (achevées). L'étude de faisabilité concernant le tronçon Bamenda-Ekok (225 km) également situé en République-Unie du Cameroun, a été financée par la Banque africaine de développement. Il a été demandé à la Banque de financer les études techniques relatives à ce tronçon.

15. La route transafricaine, d'une longueur d'environ 6 343 km, relie Mombasa (Kenya) à Lagos (Nigéria) en passant par l'Ouganda, le Zaïre, la République centrafricaine et la République-Unie du Cameroun. Outre ces six pays, le projet intéresse également les sept Etats riverains suivants : Burundi, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Soudan et Tchad (voir annexe I).

16. La route Mombasa-Lagos, dont la longueur totale est de 6 343 km, est composée des tronçons suivants : 2 521 km (40 p. 100) de routes asphaltées, 774 km (12 p. 100) de routes en terre et le reste, soit 3 048 km (48 p. 100), est partiellement constitué de routes en gravier améliorées utilisables par temps sec.

17. Les routes de raccordement de la route transafricaine, dont la longueur totale est de 13 282 km, se répartissent comme suit : 3 383 km (25 p. 100) de routes asphaltées, 4 345 km (33 p. 100) de routes en terre et le reste, soit 5 554 km (42 p. 100), est constitué de routes utilisables par temps sec.

Réseau routier trans-ouest africain

18. La Conférence sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'Ouest qui s'est tenue à Accra du 27 avril au 4 mai 1967, a recommandé d'accorder la priorité à la construction d'une route utilisable par tous les temps desservant la totalité de la sous-région, et de prévoir, dans le cadre de ce projet, la normalisation des codes de la route ainsi que la simplification des formalités frontalières.

19. Le secrétariat de la CEA a organisé une réunion à Niamey, en janvier 1974, au cours de laquelle ont vu le jour les projets relatifs aux routes Dakar-Ndjamena et Lagos-Nouakchott ainsi qu'à leurs voies de raccordement.

20. La route transsaharienne Dakar-Ndjamena relie le Sénégal au Tchad en passant par le Mali, la Haute-Volta, le Niger, le Nigéria et la République-Unie du Cameroun. Sa longueur totale est de 4 641 km dont 2 123 km (46 p. 100) de routes asphaltées, 1 218 km (26 p. 100) de routes en terre et 1 300 km (28 p. 100) de routes en gravier utilisables par temps sec.

21. La route transcôtière Lagos-Nouakchott reliera le Nigéria à la Mauritanie en passant par le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie et le Sénégal. Cette route d'une longueur de 4 787 km compte un tronçon asphalté de 3 027 km (63 p. 100) et 815 km (17 p. 100) de routes en terre, les 945 km restants (20 p. 100) étant constitués de routes en gravier et de pistes utilisables par temps sec.

22. Les routes de raccordement qui relient les routes Dakar-Ndjamena et Lagos-Nouakchott ont une longueur totale de 14 053 km dont 6 334 km (45 p. 100) de routes bitumées, 3 601 km (26 p. 100) de routes en terre et 4 118 km (29 p. 100) de routes en gravier utilisables par temps sec.

23. Ainsi, sur une longueur totale de 23 481 km le réseau routier trans-ouest africain compte 11 484 km (49 p. 100) de routes asphaltées et 5 634 km (24 p. 100) de routes en terre, les 6 363 km restants (27 p. 100) étant des routes en gravier partiellement améliorées ou non améliorées.

La route trans-est africaine

24. La première réunion relative à la route trans-est africaine (Le Caire-Gaborone) s'est tenue à Addis-Abéba du 15 au 17 juin 1976. Au cours de cette réunion il a été convenu entre autres de l'établissement du tracé de la route et un comité de coordination a été créé.

25. La route trans-est africaine reliera Le Caire (Egypte) à Gaborone (Botswana) en passant par le Soudan, l'Ethiopie, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. Cette route présente également un intérêt pour les Etats riverains suivants : Burundi, Malawi, Mozambique, Ouganda, République arabe libyenne, Rwanda, Somalie, Swaziland, Soudan, Tchad et Zaïre (voir annexe II).

26. La longueur de la route trans-est africaine est de 9 027 km dont 4 760 km (53 p. 100) de routes bitumées, 2 404 km (27 p. 100) de routes en terre et 1 863 km (20 p. 100) de routes en gravier utilisables par temps sec.

27. La longueur totale des routes de raccordement de la route trans-est africaine est de 20 006 km, dont 10 947 km (55 p. 100) de routes bitumées, 2 964 km (15 p. 100) de routes en terre et 6 095 km (30 p. 100) de routes en gravier utilisables par temps sec.

Routes de raccordement internationales

28. Dans sa résolution 103(VI) la Commission signale particulièrement à l'attention des gouvernements des Etats membres la nécessité : a) de construire des liaisons routières internationales dans le dessein d'établir des réseaux routiers sous-régionaux coordonnés, b) d'améliorer les liaisons routières existantes entre pays; c) d'uniformiser les normes minimales applicables aux routes; d) d'introduire la conduite à droite dans tous les pays, dans un délai déterminé et e) d'adapter la signalisation routière internationale dans les sous-régions, conformément à la Convention de Genève sur la circulation routière.

29. Si chacun des 41 Etats africains indépendants (autres que le Lesotho, enclavé dans l'Afrique du Sud, et les pays insulaires - le Cap-Vert, les Comores, Madagascar, Maurice, Sao Tomé-et-Principe, et les Seychelles) était relié à chacun de ses voisins, il y aurait en Afrique 82 routes de raccordement internationales. Cependant, il n'existe actuellement que 76 liaisons inter-étatiques, dont 27 praticables par tous temps, les 51 autres étant des pistes utilisables par temps sec ou des routes en gravier partiellement améliorées.

30. Afin d'améliorer la coopération économique entre pays africains et notamment pour développer le commerce entre eux, il est essentiel de relier les Etats voisins par une route utilisable par tous temps, au minimum. C'est là l'objectif que vise la politique consistant à créer des routes transafricaines complétées par des voies de raccordement.

Plan d'un réseau routier africain

31. Dans sa résolution 275(XII) la Commission prie le Secrétaire exécutif de présenter un rapport intérimaire sur l'établissement du plan d'un réseau routier africain et invite les organismes bilatéraux et multilatéraux à apporter leur concours au Secrétaire exécutif pour l'établissement de ce plan.

32. Des contacts ont été pris avec deux pays industriels, en raison de leur vaste expérience de l'Afrique, en vue d'obtenir leur assistance conjointement aux fins d'établissement du plan du réseau routier africain. Cependant, le secrétariat procède déjà à l'établissement d'un plan préliminaire.

33. La partie la plus importante du réseau routier africain envisagé a déjà été construite compte tenu des priorités nationales des pays intéressés et l'on envisage de passer à la phase consistant à relier les routes existantes en vue de réduire le coût et la durée de la construction des voies de raccordement entre pays praticables par tous les temps.

34. L'établissement du plan du réseau routier africain est donc considéré comme la première étape d'une étude qui amènera finalement à fixer des priorités en ce qui concerne les voies de raccordement entre pays permettant de déterminer quels projets économiquement justifiés financer, conformément aux besoins régionaux et nationaux.

35. Ainsi, le plan du réseau routier aura pour objet de donner une juste idée de l'état actuel des routes de raccordement entre pays, de permettre d'identifier les études et les travaux nécessaires pour que les routes deviennent praticables par tous temps, d'évaluer les ressources techniques et financières nécessaires à la construction de voies de raccordement et de déterminer les priorités en vue de l'établissement d'un programme d'investissements échelonnés.

36. On trouvera à l'annexe III une carte du réseau routier africain envisagé.